

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/RO/W/39

23 novembre 1998

(98-4679)

Comité des règles d'origine

Original: anglais

SYSTÈME DU CUMUL EUROPÉEN DE L'ORIGINE

Questions posées par les ÉTATS-UNIS

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication suivante, datée du 17 novembre 1998.

Vous trouverez ci-joint les questions posées par les États-Unis aux Communautés européennes, ainsi qu'à la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse concernant la "notification conjointe" présentée au Comité des règles d'origine le 1^{er} juillet 1998. Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer ces questions au Président et aux membres du Comité. Ces questions ont également été communiquées au Comité des accords régionaux.

Les États-Unis présentent respectueusement leurs questions à propos de la "notification conjointe" adressée au Comité des règles d'origine le 1^{er} juillet 1998 en application du paragraphe 4 de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine par les Communautés européennes, la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse (questions également transmises au Comité des accords commerciaux régionaux; documents WT/REG1, 2, 12, 13, 15, 16/N/1, WT/REG7-9, 20, 28-30, 32-35N/2, WT/REG37, 41, 42, 45-48, 62/N/2, WT/REG18/N/3, WT/REG11/N/4; 20 août 1998).

La notification conjointe adressée au Comité des règles d'origine se réfère à 12 Protocoles sur les règles d'origine, entrés en vigueur "durant le premier semestre de 1997" et mettant en œuvre un système appelé "Système du cumul européen de l'origine".

Les États-Unis invitent les Communautés européennes ainsi que la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse à leur répondre individuellement.

Question 1

Pour la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse:

1a. Veuillez indiquer la méthode utilisée pour publier dans votre pays les protocoles sur les règles d'origine préférentielles ainsi que les dates auxquelles ces protocoles ont été publiés, en application du paragraphe 3 c) de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine, c'est-à-dire "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance", conformément au paragraphe 1 de l'article X du GATT de 1994.

1b. Veuillez indiquer la ou les dates auxquelles le système du cumul de l'origine a été mis en œuvre.

Question 2

Pour les Communautés européennes:

La notification se réfère à des protocoles sur l'origine visant l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et l'"EEE", en plus de certains Membres de l'OMC.

2a. L'introduction du "Système du cumul européen de l'origine" concerne-t-elle d'autres pays que ceux dont il est fait mention dans la notification?

2b. Veuillez expliquer pourquoi la notification se réfère à l'"EEE", étant donné qu'elle se réfère également de façon individuelle à l'Islande, à la Norvège et au Liechtenstein.

Pour les Communautés européennes, la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse:

2c. Veuillez confirmer que, dans la mesure où la mise en œuvre des protocoles susmentionnés s'est traduite par une modification des règles d'origine préférentielles ou par l'adoption de nouvelles règles d'origine préférentielles, les changements ne se sont pas appliqués rétroactivement, conformément aux dispositions du paragraphe 3 e) de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine.

Question 3

Pour les Communautés européennes, la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse:

Les protocoles disposent que le "cumul" ne peut s'appliquer que si les matières utilisées ont acquis le caractère de produits originaires par l'application de règles d'origine identiques d'un protocole à l'autre.

3a. Au vu de la notification, peut-on maintenant affirmer que les règles d'origine utilisées pour déterminer si des matières ont acquis le caractère de produits originaires (c'est-à-dire les règles d'origine préférentielles) sont identiques pour tous les échanges entre chacun des Membres de l'OMC suivants: les Communautés européennes, la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse?

3b. Veuillez, en utilisant le numéro de position ou de sous-position du SH, indiquer les éventuels produits pour lesquels les règles d'origine appliquées pour déterminer si les matières utilisées ont acquis le caractère de produits originaires aux fins des échanges préférentiels entre l'un ou l'autre ou plusieurs des Membres susmentionnés ne sont pas identiques.

3c. Veuillez, en utilisant le numéro de position ou de sous-position du SH, indiquer les produits qui échapperaient aux dispositions des différents accords régionaux préférentiels visés par le "système du cumul".

Question 4

Pour les Communautés européennes:

D'après la notification, les dates de publication au Journal officiel des avis de mise en œuvre du "système du cumul" à l'intention des commerçants et des gouvernements étaient les suivantes:

Pays	Publication	Mise en œuvre	Préavis en jours
République tchèque	31 décembre 1996	1 ^{er} janvier 1997	1 jour
République slovaque	5 août 1997	1 ^{er} janvier 1997	Aucun préavis
Hongrie	7 avril 1997	1 ^{er} juillet 1997	84 jours
Pologne	11 août 1997	1 ^{er} juillet 1997	Aucun préavis
Bulgarie	24 mai 1997	1 ^{er} janvier 1997	Aucun préavis
Roumanie	24 février 1997	31 janvier 1997	Aucun préavis
Estonie	28 avril 1997	1 ^{er} avril 1997	Aucun préavis
Lettonie	28 avril 1997	1 ^{er} avril 1997	Aucun préavis
Lituanie	27 mai 1997	1 ^{er} avril 1997	Aucun préavis
"EEE"	23 janvier 1997	1 ^{er} décembre 1996	Aucun préavis
Suisse	23 juillet 1997	1 ^{er} janvier 1997	Aucun préavis
Islande	23 juillet 1997	1 ^{er} janvier 1997	Aucun préavis
Norvège	23 juillet 1997	1 ^{er} janvier 1997	Aucun préavis

4a. Veuillez confirmer que les délais de préavis de mise en œuvre du "système du cumul" indiqués dans la notification sont corrects.

Pour la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse:

4b. *Veillez indiquer le nombre de jours de préavis que votre pays a donné pour la publication, à l'intention des commerçants et des gouvernements, de la date de mise en œuvre du "cumul".*

Question 5

Pour les Communautés européennes, la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse:

5a. *Veillez confirmer que vous n'êtes pas partie à un accord, conclu avec tous les autres Membres à qui la présente question est adressée, qui répondrait à la définition donnée au paragraphe 2 de l'Annexe II de l'Accord sur les règles d'origine (c'est-à-dire mettant en place un "régime commercial contractuel ou autonome qui donne lieu à l'octroi de préférences tarifaires allant au-delà de l'application du paragraphe 1 de l'article premier du GATT de 1994").*

5b. *Veillez confirmer que vous n'êtes pas partie à un accord visé à l'article XXIV du GATT de 1994 et conclu avec tous les autres Membres auxquels la présente question est adressée. Si un tel accord existe, veuillez indiquer quand il a été notifié.*

Question 6

Pour les Communautés européennes, la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse:

D'après la notification, le principe du cumul diagonal de l'origine permet que des produits provenant de certains pays tiers soient considérés comme "originaires" au sens de divers accords bilatéraux de commerce préférentiel, même lorsque ces pays tiers ne sont pas signataires des différents accords prévoyant un traitement préférentiel.

6a. *Est-il exact que, dans le cadre du "système du cumul", les intrants originaires de certains pays tiers qui ne sont pas signataires d'accords de commerce préférentiel mais qui sont associés au "système du cumul" seront traités d'une manière différente des intrants originaires d'autres pays tiers qui ne sont ni signataires de tels accords de commerce préférentiel ni associés au "système du cumul"? Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez fournir une explication.*

6b. *Est-il exact, par exemple, que les pièces détachées d'automobiles semi-finies originaires d'un pays associé au "système du cumul" qui sont assemblées ou font l'objet d'une ouvraison plus poussée dans un autre pays associé au "système du cumul" peuvent toujours être considérées par les pays associés au "système du cumul" comme des pièces détachées originaires, et donc qu'elles peuvent bénéficier du traitement préférentiel prévu entre l'un ou l'autre ou plusieurs des pays associés au système, même s'il n'existe aucun accord particulier entre l'ensemble des pays associés au "système du cumul" prévoyant un tel traitement préférentiel? Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez nous fournir une explication.*

Question 7

Pour les Communautés européennes, la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse:

Selon les règles d'origine préférentielles applicables à certains produits mentionnés en annexe des protocoles (par exemple, l'annexe II du protocole se rapportant à l'accord Norvège-CE), certaines matières non originaires ne peuvent pas être utilisées dans la fabrication d'un produit si l'on souhaite que ce dernier acquière le caractère de "produit originaire" et fasse l'objet d'un traitement préférentiel.

Toutefois, l'article 6.2 du protocole se rapportant à l'accord Norvège-CE (article présumé faire partie de chaque protocole notifié) prévoit que des matières non originaires peuvent néanmoins être utilisées à condition que leur valeur totale n'excède pas 10 pour cent du prix départ usine du produit final.

7a. *Cette disposition semble autoriser l'utilisation d'une certaine quantité minimale de matières non originaires en guise d'exception générale à une interdiction ou une limitation de l'utilisation de matières non originaires que pourrait éventuellement contenir une règle d'origine propre à un produit. Cette interprétation est-elle correcte? Sinon, veuillez fournir une explication.*

7b. *Le plafond de 10 pour cent prévu par la règle "de minimis" (qui autorise la mise en œuvre d'une certaine quantité de matières non originaires dans la fabrication d'un produit originaire) s'applique-t-il à tous les pays tiers qui ne sont pas signataires de l'accord CE-Norvège, ou seulement aux pays tiers autres que ceux qui sont associés au "système du cumul"?*

7c. *Par exemple, aux termes de l'accord CE-Norvège, la valeur des matières produites dans les pays tiers qui ne sont pas signataires de l'accord peut-elle excéder le seuil minimal de 10 pour cent sans avoir pour effet de priver de son caractère originaire le produit final, dans la mesure où les matières en question sont originaires d'un pays tiers associé au "système du cumul"?*

Question 8

Cas de figure n° I

Des moteurs d'automobiles sont assemblés en Norvège et exportés vers l'UE. On présume, d'une part, que pour que les moteurs bénéficient d'un traitement tarifaire préférentiel dans le cadre de l'accord CE-Norvège la valeur des intrants non originaires ne peut excéder 40 pour cent du *prix départ usine* des moteurs et, d'autre part, que le taux de droit préférentiel frappant les moteurs d'automobiles en question et leurs intrants prévu dans chacun des accords de commerce préférentiel passés avec la Hongrie, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie et la Slovénie dans le cadre de l'AELE n'est pas nul.

Dans un tel cas de figure, un moteur ne répondra au critère de pourcentage applicable que s'il est fabriqué à partir d'une ébauche ayant acquis le caractère "originaire" (c'est-à-dire ayant été obtenue) soit dans l'UE soit en Norvège. Si l'ébauche est "non originaire", la valeur des intrants non originaires du moteur excédera 40 pour cent du *prix départ usine* du moteur.

Pour les Communautés européennes et la Norvège: veuillez confirmer que les énoncés suivants sont exacts, sinon veuillez fournir une explication:

Avant la mise en œuvre du "cumul"

8a. *Est-il exact que, si l'ébauche d'un moteur d'automobile assemblé en Norvège avait été obtenue en Pologne ou aux États-Unis ou encore dans tout autre pays Membre non signataire de l'accord Norvège-CE, le moteur n'aurait pas respecté le critère relatif à la teneur (parce que l'ébauche n'aurait pas été "originaire" de la Norvège ou de la CE), et n'aurait donc pas été admis à bénéficier du traitement tarifaire préférentiel lors de son exportation de la Norvège vers l'UE? Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez fournir une explication.*

Après la mise en œuvre du "cumul"

8b. *Est-il exact que, si l'ébauche du moteur assemblé en Norvège était obtenue en Pologne (ou dans tout autre pays associé au "système du cumul"), le moteur respecterait le critère relatif à la teneur (étant donné que l'ébauche originaire de Pologne aurait été réputée être "originaire" de la*

Norvège ou de la CE), et de ce fait serait admis à bénéficier d'un traitement tarifaire préférentiel lors de son exportation de la Norvège vers l'UE? Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez fournir une explication.

Cas de figure n° II

Des moteurs d'automobiles sont assemblés en Norvège et exportés vers la CE. La méthode d'assemblage est telle que les moteurs répondent au critère de la teneur en valeur aux fins du traitement tarifaire préférentiel, même si les ébauches utilisées comme intrants ne sont pas originaires de la Norvège ou de la CE.

Pour les Communautés européennes et la Norvège: veuillez confirmer que les énoncés suivants sont exacts, sinon veuillez fournir une explication:

Avant la mise en œuvre du "cumul"

8c. *Est-il exact que, lors de l'exportation d'un moteur d'automobile de la Norvège vers la CE, les droits de douane acquittés sur les ébauches utilisées comme intrants pour la fabrication du moteur auraient pu faire l'objet d'une ristourne ou d'un remboursement si les ébauches avaient d'abord été importées en Norvège depuis les États-Unis ou tout autre pays non signataire de l'accord CE-Norvège? Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez fournir une explication.*

Après la mise en œuvre du "cumul"

8d. *Est-il exact que, selon le "système du cumul", les droits de douane acquittés sur l'ébauche utilisée comme intrant dans la fabrication du moteur n'auraient pas pu faire l'objet d'une ristourne ou d'un remboursement si elle avait été importée en Norvège depuis les États-Unis ou tout autre pays non signataire de l'accord CE-Norvège, à moins que ce pays ne soit associé au "système du cumul"? En d'autres termes, est-il exact que, lors de l'exportation du moteur de la Norvège vers la CE, les droits de douane acquittés sur l'ébauche peuvent faire l'objet d'une ristourne ou d'un remboursement des droits payés uniquement si l'ébauche a été importée en Norvège en tant que produit originaire de n'importe quel autre pays associé au "système du cumul"? Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez fournir une explication.*

8e. *Dans les deux cas de figure qui précèdent, veuillez remplacer la "Norvège" par la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse et, pour chacun de ces pays, confirmer que les interprétations avancées dans les questions 8a à 8d ci-dessus sont exactes, sinon veuillez fournir une explication.*

8f. *Dans chacun des accords de commerce préférentiel pour lesquels des protocoles ont été présentés par les pays associés au "système du cumul", la distinction appliquée au traitement des intrants pour ce qui est d'une ristourne des droits de douane, fondée sur le fait que les intrants en question ont ou non leur origine dans l'un ou l'autre des pays associés au "système du cumul", s'applique-t-elle aussi aux intrants utilisés dans les "préparations" figurant aux chapitres 16 à 21 du SH?*

8g. *Veuillez indiquer, si tant est qu'il y en ait, les produits des chapitres 16 à 21 du SH (en utilisant leur numéro de position ou de sous-position) qui bénéficient d'un traitement identique en matière de ristourne des droits, qu'ils soient originaires ou non de pays associés au "système du cumul".*

Question 9

Les protocoles publiés au Journal officiel et présentés par les Communautés européennes dans la "notification conjointe" prévoient des modalités de traitement pour les "assortiments" (définis à la Règle générale n° 3 du Système harmonisé). Par exemple, l'article 10 de la modification du protocole de l'accord CE-Norvège dispose que lorsqu'un "assortiment" est composé de produits originaires et non originaires, l'assortiment dans son ensemble est considéré comme originaire dans la mesure où la valeur des produits non originaires n'excède pas 15 pour cent du prix départ usine de l'assortiment.

Pour les Communautés européennes, la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse:

9a. Aux fins de la détermination du caractère originaire d'un "assortiment" (et donc de son droit à un traitement tarifaire préférentiel), la valeur des produits originaires des pays associés au "système du cumul" peut-elle excéder 15 pour cent? Par exemple, est-il exact qu'un traitement préférentiel sera accordé à un "assortiment" exporté de la CE vers la Norvège qui comprend des produits dont 55 pour cent de la valeur est originaire de la CE et 45 pour cent de la République tchèque? Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez fournir une explication.

Question 10

Pour les Communautés européennes, la Bulgarie, la Hongrie, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Suisse:

Selon la notification, le "système du cumul" semble admettre que des activités de production soient exécutées dans un nombre limité de pays tiers qui ne sont pas signataires de l'accord commercial conférant le caractère originaire et ouvrant droit au traitement préférentiel.

Nous nous reportons de nouveau, à titre d'illustration, au protocole relatif à l'accord CE-Norvège. Le paragraphe 1 de l'article 12 ("principe de territorialité"), dispose que les conditions en ce qui concerne l'acquisition du caractère originaire doivent être remplies "sans interruption" dans la Communauté européenne ou en Norvège, sous réserve des dispositions de l'article 4 ("cumul diagonal de l'origine"). Il est tenu pour acquis que des dispositions analogues aux articles 12 et 4 figurent dans chacun des protocoles pertinents visés par la notification.

Cas de figure n° III

Un moteur d'automobile et ses composants sont fabriqués en Norvège et dans les Communautés européennes. Il est présumé que pour que ce moteur bénéficie du traitement tarifaire préférentiel lors de son exportation de la Norvège vers les Communautés européennes dans le cadre de l'accord CE-Norvège, la valeur des intrants non originaires ne peut excéder 40 pour cent de son prix départ usine.

Toutefois, avant que le moteur ne soit exporté, la plus grande partie de l'assemblage et des essais se fait en Pologne. Le moteur est par la suite renvoyé en Norvège pour finition, reçoit ses marques commerciales et est expédié en tant que produit fini vers la CE. La valeur ajoutée par l'opération en Pologne est de 35 pour cent du prix départ usine, ce qui n'excède pas la valeur des matériaux utilisés dans la production du moteur, qui est donc réputé originaire de Norvège et de la CE aux fins de l'accord CE-Norvège.

10a. Est-il exact que les opérations effectuées en Pologne sur le moteur seraient considérées comme conformes à la prescription ordinaire selon laquelle les conditions régissant l'acquisition du

caractère originaire doivent être remplies "sans interruption" au sein de la Communauté ou en Norvège? Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez fournir une explication.

10b. Est-il exact que le moteur sous sa forme définitive, assemblé en Pologne, acquerrait le caractère "originaire" et bénéficierait du traitement tarifaire préférentiel prévu dans l'accord CE-Norvège? Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez fournir une explication.

10c. Est-il exact que si les opérations décrites comme ayant eu lieu en Pologne s'étaient déroulées aux États-Unis ou dans un autre pays non signataire de l'accord CE-Norvège - ni associé au "système du cumul" - le moteur serait "non originaire" et ne pourrait donc pas bénéficier du traitement tarifaire préférentiel prévu dans l'accord CE-Norvège. Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez fournir une explication.

10d. Veuillez confirmer que l'exception au "principe de territorialité" prévue en faveur des pays associés au "système du cumul" s'applique déjà à tous les Membres qui ont présenté la notification concernant chacun de leurs accords respectifs avec les autres pays associés au "système du cumul". S'il y a des produits qui ne sont pas touchés par l'exception au "principe de territorialité", veuillez les mentionner en indiquant leur numéro de position ou de sous-position du SH.

Question 11

Nous nous reportons de nouveau, à des fins d'illustration, au protocole relatif à l'accord CE-Norvège. Le paragraphe 1 de l'article 13 ("transport direct") dispose que le traitement préférentiel prévu dans l'accord Norvège-CE "est applicable uniquement aux produits remplissant les conditions du présent protocole qui sont transportés directement entre la Communauté et la Norvège ou par les territoires des autres pays visés à l'article 4".

Cas de figure n° IV

Un moteur d'automobile et ses intrants sont le produit d'opérations manufacturières exécutées en Norvège et dans la Communauté européenne. Il est présumé que pour que ce moteur bénéficie d'un traitement tarifaire préférentiel dans le cadre de l'accord CE-Norvège, la valeur des intrants non originaires ne doit pas excéder 40 pour cent de son prix départ usine.

À la dernière étape du processus de production, le produit est exporté de la Communauté européenne vers la Pologne, où s'effectuent l'assemblage final, les essais, le marquage commercial et l'emballage final. La valeur ajoutée par les opérations intervenues en Pologne est de 35 pour cent du prix départ usine, ce qui n'excède pas la valeur des matières utilisées dans la production du moteur, qui est donc originaire de la Norvège et de la CE. Par la suite, le moteur est expédié de la Pologne vers la Norvège.

11. Est-il exact que le moteur d'automobile exporté de la Norvège vers la Pologne bénéficierait du traitement préférentiel prévu dans l'accord Norvège-CE puisque satisfaisant aux critères voulus pour relever des exceptions à la "règle du transport direct" et au "principe de territorialité", qui s'appliquent à la Pologne et à d'autres pays dans le cadre du "cumul" visé à l'article 4 du protocole? Si cette interprétation n'est pas correcte, veuillez fournir une explication.
